

Revue LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

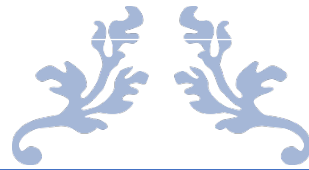
ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

Revue LES TISONS - N° 0002 - Décembre 2024

Revue LES TISONS



Revue LES TISONS

Revue Internationale des Sciences de l'Homme et de la Société (RISHS)



Revue indexée par

ESJI Eurasian
Scientific
Journal
Index
www.ESJIndex.org

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

e-ISSN: 2756-7532; p-ISSN: 2756-7524

Revue LES TISONS - N° 0002 - Décembre 2024

Revue LES TISONS, N°0002 – décembre 2024

<http://esjindex.org/search.php?id=6845>

<http://www.revuelestisons.bf>

revuelestisons.ujkz@gmail.com

lestisons@revuelestisons.bf

e-ISSN: 2756-7532

p-ISSN: 2756-7534

S/C Université Joseph KI-ZERBO
BV 30053 OUAGA 1200 Logements
10020 OUAGADOUGOU - Burkina Faso

Numéros déjà parus

Revue LES TISONS, No 0000, Vol.1 et 2, décembre 2023
Revue LES TISONS, Numéro spécial, Vol.1 et 2, janvier 2024
Revue LES TISONS, No 0001, juin 2024

Présentation de la revue

Sous l'impulsion de M. Fatié OUATTARA, Professeur titulaire de philosophie à l'Université Joseph KI-ZERBO, et avec la collaboration d'Enseignants-Chercheurs et Chercheurs qui sont, soit membres du Centre d'Études sur les Philosophies, les Sociétés et les Savoirs (CEPHISS), soit membres du Laboratoire de philosophie (LAPHI), une nouvelle revue vient d'être fondée à Ouagadougou, au Burkina Faso, sous le nom de « Revue LES TISONS ».

Revue internationale des Sciences de l'Homme et de la Société, la Revue LES TISONS vise à contribuer à la diffusion de théories, de connaissances et de pratiques professionnelles inspirées par des travaux de recherche scientifique. En effet, comme le signifie le Larousse, un tison est un « morceau de bois brûlé en partie et encore en ignition ».

De façon symbolique, la Revue LES TISONS est créée pour mettre ensemble des tisons, pour rassembler les chercheurs, les auteurs et les idées innovantes, pour contribuer au progrès de la recherche scientifique, pour continuer à entretenir la flamme de la connaissance, afin que sa lumière illumine davantage les consciences, éclaire les ténèbres, chasse l'ignorance et combatte l'obscurantisme à travers le monde.

Dans les sociétés traditionnelles, au clair de lune et pendant les périodes de froid, les gens du village se rassemblaient autour du feu nourri des tisons : ils se voient, ils se reconnaissent à l'occasion ; ils échangent pour résoudre des problèmes ; ils discutent pour voir ensemble plus loin, pour sonder l'avenir et pour prospecter un meilleur avenir des sociétés. Chacun doit, pour ce faire, apporter des tisons pour entretenir le feu commun, qui ne doit pas s'éteindre.

La Revue LES TISONS est en cela pluridisciplinaire, l'objectif fondamental étant de contribuer à la fabrication des concepts, au renouvellement des savoirs, en d'autres mots, à la construction des connaissances dans différentes disciplines et divers domaines de la science. Elle fait alors la promotion de l'interdisciplinarité, c'est-à-

dire de l'inclusion dans la diversité à travers diverses approches méthodologiques des problèmes des sociétés.

Semestrielle (juin, décembre), thématique au besoin pour les numéros spécifiques, la Revue LES TISONS publie en français et en anglais des articles inédits, originaux, des résultats de travaux pratiques ou empiriques, ainsi que des mélanges et des comptes rendus d'ouvrages dans le domaine des Sciences de l'Homme et de la Société : Anthropologie, Communication, Droit, Écologie, Économie, Environnement, Géographie, Histoire, Linguistique, Philosophie, Psychologie, Sociologie, Sciences politiques, Sciences de gestion, Sciences de la population, etc.

Peuvent publier dans la Revue LES TISONS, les Chercheurs, les Enseignants-Chercheurs et les doctorants dont les travaux de recherche s'inscrivent dans ses objectifs, thématiques et axes.

La Revue LES TISONS comprend une Direction de publication, un Secrétariat de rédaction, un Comité scientifique et un Comité de lecture qui assurent l'évaluation en double aveugle et la validation des textes qui lui sont soumis en version électronique pour être publiés (en ligne et papier).

Mode de soumission et de paiement

La soumission des articles se fait à travers le mail suivant : estisons@revuelestisons.bf; revuelestisons.ujkz@gmail.com.

L'évaluation et la publication de l'article sont conditionnées au paiement de la somme de cinquante mille (50.000) francs CFA, en raison de vingt mille (20.000) francs CFA de frais d'instruction et trente mille (30.000) francs CFA de frais de publication. Le paiement desdits frais peut se faire par Orange money (00226.66.00.66.50, identifié au nom de OUATTARA Fatié), par Western Union ou par Money Gram.

Considération éthique

Les contenus des articles soumis et publiés (en ligne et en papier) par la Revue LES TISONS n'engagent que leurs auteurs qui cèdent leurs droits d'auteur à la revue.

Normes éditoriales

Les textes soumis à la Revue LES TISONS doivent avoir été écrits selon les NORMES CAMES/LSH adoptées par le CTS/LSH, le 17 juillet 2016 à Bamako, lors de la 38^e session des CCI.

Pour un article qui est une contribution théorique et fondamentale : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction (justification du thème, problématique, hypothèses/objectifs scientifiques, approche), Développement articulé, Conclusion, Bibliographie.

Pour un article qui résulte d'une recherche de terrain : Titre, Prénom et Nom de l'auteur, Institution d'attache, adresse électronique, Résumé en Français, Mots clés, Abstract, Key words, Introduction, Méthodologie, Résultats et Discussion, Conclusion, Bibliographie.

Les articulations d'un article, à l'exception de l'introduction, de la conclusion, de la bibliographie, doivent être titrées, et numérotées par des chiffres (ex : 1. ; 1.1.; 1.2; 2.; 2.2.; 2.2.1; 2.2.2.; 3.; etc.).

Les passages cités sont présentés en romain et entre guillemets. Lorsque la phrase citant et la citation dépassent trois lignes, il faut aller à la ligne, pour présenter la citation (interligne 1) en romain et en retrait, en diminuant la taille de police d'un point.

Les références de citation sont intégrées au texte citant, selon les cas, de la façon suivante :

- (Initiale(s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur, année de publication, pages citées);

- Initiale (s) du Prénom ou des Prénoms de l'auteur. Nom de l'Auteur (année de publication, pages citées).

Exemples :

En effet, le but poursuivi par M. Ascher (1998, p. 223), est « d'élargir l'histoire des mathématiques de telle sorte qu'elle acquière une perspective multiculturelle et globale (...), d'accroître le domaine des mathématiques : alors qu'elle s'est pour l'essentiel occupé du groupe professionnel occidental que l'on appelle les mathématiciens (...) ».

Pour dire plus amplement ce qu'est cette capacité de la société civile, qui dans son déploiement effectif, atteste qu'elle peut porter le développement et l'histoire, S. B. Diagne (1991, p. 2) écrit :

Qu'on ne s'y trompe pas : de toute manière, les populations ont toujours su opposer à la philosophie de l'encadrement et à son volontarisme leurs propres stratégies de contournements. Celles là, par exemple, sont lisibles dans le dynamisme, ou à tout le moins, dans la créativité dont sait preuve ce que l'on désigne sous le nom de secteur informel et à qui il faudra donner l'appellation positive d'économie populaire.

Le philosophe ivoirien a raison, dans une certaine mesure, de lire, dans ce choc déstabilisateur, le processus du sous-développement. Ainsi qu'il le dit :

Le processus du sous-développement résultant de ce choc est vécu concrètement par les populations concernées comme une crise globale : crise socio-économique (exploitation brutale, chômage permanent, exode accéléré et douloureux), mais aussi crise socio-culturelle et de civilisation traduisant une impréparation sociohistorique et une inadaptation des cultures et des comportements humains aux formes de vie imposées par les technologies étrangères. (S. Diakité, 1985, p. 105).

Les sources historiques, les références d'informations orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, Zone titre, Lieu de publication, Zone Editeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif. Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté en romain et entre guillemets, celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une revue ou d'un journal est présenté en italique. Dans la zone Editeur, on indique la Maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2nde éd.).

Ne sont présentées dans les références bibliographiques que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur :

AMIN Samir, 1996, *Les défis de la mondialisation*, Paris, L'Harmattan.

AUDARD Cathérine, 2009, *Qu'est ce que le libéralisme ? Ethique, politique, société*, Paris, Gallimard.

BERGER Gaston, 1967, *L'homme moderne et son éducation*, Paris, PUF.

DIAGNE Souleymane Bachir, 2003, « Islam et philosophie. Leçons d'une rencontre », *Diogène*, 202, p. 145-151.

DIAKITE Sidiki, 1985, *Violence technologique et développement. La question africaine du développement*, Paris, L'Harmattan.

L'article doit être écrit en format « Word », police « Times New Roman », Taille « 12 pts », Interligne « simple », positionnement « justifié », marges « 2,5 cm (haut, bas, droite, gauche) ». La longueur de l'article doit varier entre 30.000 et 50.000 signes (espaces et caractères compris). Le titre de l'article (15 mots maxi, taille 14 pts, gras) doit être écrit (français, traduit en anglais, vice-versa).

Le(s) Prénom(s) sont écrits en lettres minuscules et le(s) Nom(s) en lettres majuscules suivis du mail de l'auteur ou de chaque auteur (le tout en taille 12 pts, non en gras).

Le résumé (200 mots maxi, taille 12 pts) de l'article et les mots clés (05) doivent être écrits et traduits en français/anglais.

Direction de publication

Directeur : Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Directeur adjoint : Dr Moussa COULIBALY, Assistant, Économiste, Université Nazi Boni (Burkina Faso)

Secrétariat de rédaction

Secrétaire : Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso)

Membres : Dr Abdoul Azize SODORÉ, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Beli Alexis NÉBIÉ, Assistant, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Boubié BAZIÉ, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Édith DAH, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Mathieu Beli DAÏLA, MA, Linguiste, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie MOYENGA, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Sampala Fati BALIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

M. Jean Baptiste PODA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Lazard T. OUÉDRAOGO, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Mahamat OUATTARA, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

M. Saïdou BARRY, Doctorant en Philosophie, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso).

Comité de lecture

Dr Abdoul Karim SAÏDOU, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Aimé D. M. KOUDBILA, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr M. Alice SOMÉ/SOMDA, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Awa OUOBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Bouraïman ZONGO, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso) ;

Dr Calixte KABORÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Cheick Bobodo OUÉDRAOGO, MC, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Clotaire Alexis BASSOLÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Dimitri Régis BALIMA, MC, Communicologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Donatien DAYOUROU, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Edwige DEMBÉLÉ, MA, Économiste, Université NAZI BONI (Burkina Faso);

Dr Étienne KOLA, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Évariste R. BAMBARA, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ézaïe NANA, IR, Sociologue, INSS/CNRST (Burkina Faso);

Dr Fernand OUÉDRAOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Firmin GOUBA, MC, Philosophe, IPERMIC/Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gaoussou OUÉDRAOGO, MC, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Georges ROUAMBA, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Gninnan Hervé COULIBALY, MA, Sociologue, Université Péléforo GON COULIBALY (Côte d'Ivoire) ;

Dr Hamado OUÉDRAOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Isidore YANOOGO, MC, Géographe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Issaka YAMÉOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Jean-Baptiste P. COULIBALY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Jérémie ROUAMBA, MC, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kalifa DRABO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Kassem Salam SOURWEIMA, MC, Politiste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Kizito Tioro KOUSSÉ, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Landry COULIBALY, MA, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Lassané YAMÉOGO, MA, Communicologue, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Dr Lassina SIMPORÉ, MC, Archéologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Léon SAMPANA, MC, Politiste, Université Nazi BONI (Burkina Faso);

Dr Léonce KY, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Madeleine WAYAK PAMBÉ, MC, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Magloire É. YOGO, MA, Sciences de l'éducation, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Moussa DIALLO, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ (Burkina Faso);

Dr Narcisse Taladi YONLI, MA, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Noumoutiè SANGARÉ, Assistant, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Ollo Pépin HIEN, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Pascal BONKOUNGOU, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Paul-Marie BAYAMA, MC, Philosophe, ENS de Koudougou (Burkina Faso);

Dr R. U. Emmanuel OUÉDRAOGO, MA, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Rasmata BAKYONO/NABALOUM, MC, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO ((Burkina Faso);

Dr Relwendé DJIGUEMDÉ, Assistant, Philosophe, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso);

Dr Rodrigue BONANÉ, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Rodrigue SAWADOGO, MC, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso);

Dr Roger ZERBO, MR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Serge SAMANDOULGOU, MR, Philosophe, Institut des Sciences des Sociétés (Burkina Faso);

Dr Souleymane SAWADOGO, MA, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Stanislas SAWADOGO, MA, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Tongnoma ZONGO, CR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Dr Yacouba BANWORO, MC, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zakaria SORÉ, MC, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Zoubere DIALLA, MA, Sociologue, Centre universitaire de Manga, UNZ, (Burkina Faso).

Comité scientifique international

Pr Abdoulaye SOMA, PT, Constitutionnaliste, Université Thomas SANKARA (Burkina Faso);

Pr Abdramane SOURA, PT, Démographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Abou NAPON, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Aklesso ADJI, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Alain Casimir ZONGO, PT, Philosophe, Université Norbert ZONGO (Burkina Faso)

Pr Alkassoum MAÏGA, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Amadé BADINI, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Augustin LOADA, PT, Politiste, Université Saint Thomas d'Aquin (Burkina Faso);

Pr Augustin PALÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr B. Claudine Valérie ROUAMBA/OUÉDRAOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bernard KABORÉ, PT, Linguiste, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Bilina BALLONG, PT, Philosophe, Université de Lomé (Togo);

Pr Bouma F. BATIONO, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille KONÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Cyrille SEMDÉ, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr David Musa SORO, PT, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Pr Edmond Yao KOUASSI, PT, Philosophe, Université de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Pr Emmanuel M. HEMA, PT, Écologue, Université de Dédougou (Burkina Faso);

Pr Emmanuel Malolo DISSAKÈ, PT, Philosophe, Université de Douala (Cameroun);

Pr Eustache R. K. ADANHOUNME, PT, Philosophe, Université Abomey Calavi (Benin);

Pr Fabienne LELOUP, Sociologue, Université Catholique de Louvain-Mons (Belgique);

Pr Fatié OUATTARA, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Foé NKOLO, PT, Philosophe, Université Yahoundé I (Cameroun);

Pr Frédéric MOENS, Communicologue, IHECS, Bruxelles (Belgique);

Pr Gabin KORBÉOGO, PT, Sociologue, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Georges ZONGO, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso) ;

Pr Hamidou Talibi MOUSSA, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Issiaka MANDÉ, PT, Historien, Université du Québec à Montréal (Canada);

Pr Jacques NANEMA, PT, Philosophe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-François DUPEYRON, PT, Philosophe, Université de Bordeaux (France);

Pr Jean-Marie DIPAMA, PT, Géographe, Université Joseph KIZERBO (Burkina Faso);

Pr Jean-Claude KALUBI-LUKUSA, PT, Sociologue, Université de Sherbrooke (Canada);

Pr Jean-Pierre POURTOIS, PT, Psychopédagogue, Université de Mons (Belgique);

Pr Lassane YAMÉOGO, PT, Géographe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Léon MATANGILA MUSADILA, PT, Philosophe, Université de Kinshasa (RD Congo);

Pr Léopold Bawala BADOLO, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ludovic KIBORA, DR, Sociologue, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso) ;

Pr Magloire SOMÉ, PT, Historien, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mahamadé SAVADOGO, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Mamadou L. SANOGO, DR, Linguiste, Institut des Sciences des Sociétés/CNRST (Burkina Faso);

Pr Moukaila Abdo Laouali SERKI, PT, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Pr Pierre G. NAKOULIMA, PT, Philosophe, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Ramane KABORÉ, PT, Sociologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Pr Sébastien YOUNGBARÉ, PT, Psychologue, Université Joseph KI-ZERBO (Burkina Faso);

Dr Amadou TRAORÉ, MC, Sociologue, Université de Ségou (Mali);

Dr Décaïrd KOUADIO KOFFI, MC, Philosophe, Université Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Djédou Martin AMALAMA, MC, Sociologue, Université de Korhogo (Côte d'Ivoire);

Dr Emmanuel YAOU, MA, Sociologue, Université de Kara (Togo);

Dr Gérard AMOUGOU, MC, Socio-politiste, Université de Yaoundé II (Cameroun);

Dr Ibrahim KONÉ, MA, Philosophe, Université Peleforo Gon COULIBALY (Côte d'Ivoire);

Dr Idi BOUKAR, A, Philosophe, Université Abdou MOUMOUNI (Niger);

Dr Idrissa S. TRAORÉ, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali);

Dr Issouf BINATÉ, MC, Historien, Université Alassane OUATTARA (Côte d'Ivoire);

Dr Jean-François PETIT, MC HDR, Philosophe, Institut catholique de Paris (France);

Dr Landry Roland KOUDOU, MC, Philosophe, Université Felix Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire);

Dr Mouhamoudou El Hady BA, MC, Sociologue, Université Cheick Anta Diop (Sénégal);

Dr Mamadou Bassirou TANGARA, MC, Économiste, Université des Sciences sociales et de Gestion de Bamako (Mali);

Dr N'golo Aboudou SORO, MC, Lettres modernes, Université Alassane OUATTARA de Bouaké (Côte d'Ivoire);

Dr Oumar DIA, MC, Philosophe, Université Cheick Anta Diop de Dakar (Sénégal);

Dr Pierre-Étienne VANDAMME, Philosophe, Université Catholique de Louvain (Belgique);

Dr Raphael KONÉ, Ph. D, Historien, Université Cergy de Pontoise – EA7517 (France);

Dr Samuel RENIER, MC, Sciences de l'éducation, Université de Tours – EA7505 EES (France) ;

Dr Tiéfing SISSOKO, MC, Sociologue, Université des Lettres et des Sciences de Bamako (Mali).

**Place de l'agroécologie dans la sécurité
alimentaire au Burkina Faso : contribution des
maraîchers de la commune rurale de Tanghin
Dassouri**

*Place of agroecology in food security in Burkina Faso:
contribution of market gardeners from the rural commune of
Tanghin Dassouri*

Soumission : 02/09/2024 - Acceptation : 12/11/2024

GNOUMOU Gaston

gnoumougaston92@gmail.com

HIEN Yorsaon Christophe

Chargé de recherche en sciences de l'éducation

hienchristophe@gmail.com

FAYAMA Tionyele

Maître de recherche en sociologie

tionyele@yahoo.fr

Résumé : Le présent mémoire intitulé « agroécologie et sécurité alimentaire au Burkina Faso : contribution des maraîchers de la commune rurale de Tanghin Dassouri » est le résultat d'une enquête que nous avons menée auprès d'une soixantaine de maraîchers des villages de Bagraogo et de Nédogo dans la commune rurale de Tanghin Dassouri. Le but étant de décrire les pratiques agroécologiques utilisées par ces maraîchers, l'effet de ces pratiques sur le rendement des producteurs et enfin la contribution des revenus maraîchers dans les conditions de vie des producteurs. Pour mener notre étude nous avons défini le problème de recherche qui suit : quelle est la contribution du maraîchage dans le renforcement de la sécurité alimentaire des producteurs ? L'agroécologie contribue à la sécurité alimentaire des ménages : telle est l'hypothèse principale. Plusieurs méthodes et outils de recherche sont utilisés pour mener à bien l'étude. L'observation, les focus group, la recherche documentaire sont les méthodes utilisées et les outils utilisés sont le questionnaire, le guide d'entretien et la grille d'observation. Les résultats montrent que les maraîchers utilisent des techniques agroécologiques comme la céréaliculture (94, 4%), le traitement phytosanitaire (90%), la rotation des cultures, le paillage et le compostage pour maximiser leurs rendements. Le

niveau d'épargne des maraîchers est satisfaisant (83, 3%) pour l'ensemble, 88,9% pour le site de Nédogo et 77,8% pour le site de Bagraogo. L'épargne moyenne annuelle est estimée à 354 167 FCFA pour l'ensemble de l'échantillon, 391 667 pour les producteurs de Bagraogo et 316 667 FCFA pour ceux de Nédogo. Les revenus issus du maraîchage sont destinés à l'achat de céréales (18, 8%), les événements sociaux (17, 7%), la santé (17,7%), l'éducation (16,5%), le financement des activités agricoles (15,3%), etc. L'étude est d'une grande utilité pour les futurs chercheurs qui aborderont des sujets similaires. Les recommandations issues de cette étude permettront aux maraîchers d'améliorer leurs pratiques culturales et au ministère de l'agriculture de mieux les accompagner car connaissant leurs préoccupations majeures.

Mots-clés : maraîchage, ménages, pratiques agroécologiques, producteurs maraîchers.

Abstract: *This dissertation, entitled "agroecology and food security in Burkina Faso: the contribution of market gardeners in the rural district of Tanghin Dassouri", is the result of a survey we carried out among some sixty market gardeners in the villages of Bagraogo and Nédogo in the rural district of Tanghin Dassouri. The aim was to describe the agroecological practices used by these market gardeners, the effect of these practices on producers' yields and, finally, the contribution of market garden income to producers' living conditions. To carry out our study, we defined the following research problem: what is the contribution of market gardening to strengthening the food security of producers? The main hypothesis is that agroecology contributes to household food security. Several research methods and tools were used to carry out the study. Observation, focus groups and documentary research are the methods used, and the tools used are the questionnaire, the interview guide and the observation grid. The results show that market gardeners use agroecological techniques such as cereal growing (94.4%), phytosanitary treatment (90%), crop rotation, mulching and composting to maximise their yields. The level of savings by market gardeners was satisfactory (83.3%) overall, 88.9% for the Nédogo site and 77.8% for the Bagraogo site. Average annual savings are estimated at 354 167 FCFA for the sample as a whole, 391 667 FCFA for Bagraogo and 316 667 FCFA for Nédogo. Income from market gardening is used to buy cereals (18.8%), social events (17.7%), health (17.7%), education (16.5%), financing agricultural activities (15.3%), etc. The study will be of great use to future researchers tackling similar subjects. The recommendations resulting from this study will enable market gardeners to improve their cultivation practices and the Ministry of Agriculture to provide them with better support, since it is aware of their major concerns.*

Keywords: *market gardening - households - agroecological practices - market gardeners*

Pour citer cet article

GNOUMOU Gaston, HIEN Yorsaon Christophe, FAYAMA Tionyele, 2024, « Place de l'agroécologie dans la sécurité alimentaire au Burkina Faso : contribution des maraîchers de la commune rurale de Tanghin Dassouri », *Revue LES TISONS*, N° 0002, décembre, p. 503-527.

Introduction

La sécurité alimentaire a toujours été au cœur des politiques publiques au plan international et particulièrement dans les pays du Sahel. En dépit des stratégies et politiques internationales, une bonne partie de la population mondiale est frappée par l'insécurité alimentaire. En 2021, entre 702 millions et 828 millions (soit respectivement 8,9 pour cent et 10,5 pour cent de la population mondiale) de personnes dans le monde ont été confrontées à la faim. En Afrique, une grande partie de la population souffre de la faim. Pire, plus d'un tiers des personnes sous-alimentées dans le monde vivent en Afrique soit 282 millions de personnes (FAO, 2022).

Au Burkina Faso, plusieurs politiques ont été élaborées pour mettre fin à la faim. Il s'agit entre autres de la politique nationale de développement durable (PNDD-2013) et de la Stratégie de développement rural (2015). Malgré ces difficultés à nourrir la population, l'économie du pays repose en partie sur l'agriculture, qui est caractérisée par des systèmes de production de subsistance, de petites exploitations familiales de types extensifs, faiblement mécanisées et faiblement diversifiées (PAM, 2014). L'agriculture burkinabè fait face à de nombreux défis qui compromettent les efforts d'éradication de la faim. L'irrégularité des pluies, l'explosion démographique, la pauvreté des sols et les invasions des ravageurs (MAAHA, 2021) mettent à mal les efforts du pays. De plus, la crise sanitaire due à la pandémie à corona virus et la dégradation de la situation sécuritaire ont occasionné l'abandon de certains champs et ont rendu impossible la pratique de l'agriculture dans de nombreuses localités.

Pour faire face à tous ces défis, certains producteurs notamment les maraîchers utilisent à outrance les engrais, les pesticides et les herbicides, ce qui a des conséquences sanitaires et

environnementales très désastreuses. Selon une étude des zones maraîchères de Ouagadougou, environ 65 % des pesticides utilisés sont classés dans l'échelle de toxicité de l'OMS et 67,5 % de ces pesticides sont destinés au traitement du coton et non à des cultures maraîchères (Tarnagda et al., 2017). C'est fort de ce constat que de nouvelles pratiques agricoles s'imposent en vue non seulement de produire des aliments sains et suffisants. L'agroécologie, qui fait partie intégrante de la vision commune de la FAO pour une alimentation et une agriculture durable, est un modèle essentiel de l'action mondiale dans ce contexte d'instabilité et propose une approche unique pour répondre à la forte hausse de nos besoins alimentaires (FAO, 2018).

Au Burkina Faso, l'agriculture biologique et agroécologique font partie des politiques agricoles promues par les autorités agricoles et environnementales pour des pratiques agricoles plus productives et des systèmes alimentaires plus résilients et durables. « Bien qu'étant une alternative promue pour relever les défis nombreux auxquels font face les agriculteurs, l'agroécologie est toujours dans un état embryonnaire » (Ouedraogo/Rouamba, 2022). C'est fort de ce constat que nous avons décidé d'investiguer sur le maraîchage agroécologique de deux villages de la commune de Tanghin Dassouri, Nédogo et Bagraogo. L'agroécologie n'étant pas suffisamment promue comme alternative de production agricole dans la lutte contre l'insécurité alimentaire à long terme par les pouvoirs publics (Ouedraogo/Rouamba, 2022). Par ce travail, nous comptons apporter notre modeste contribution à la recherche sur le maraîchage agroécologique et sa contribution à l'atteinte de la sécurité alimentaire des producteurs de Nédogo et Bagraogo.

1. Naissance et évolution de l'approche agroécologique

C'est en 1928 que Basil Bensing, utilise pour la première fois le mot « agroécologie » dans la littérature scientifique. A l'origine, le mot décrivait l'utilisation des méthodes écologiques appliquées à l'agronomie. Le concept n'aura pas la même évolution en Occident que dans les pays du Sud. Il évoluera comme un mouvement social dans les pays du Sud (le cas des paysans sans terre au Brésil). Dans

les pays développés, il va évoluer comme une discipline scientifique (USA, Allemagne) (Wezel et al., 2009).

L'agroécologie comme discipline scientifique va voir le jour dans les années 1960 et 1970, mais c'est véritablement dans les années 1980 qu'elle va connaître une expansion dans les travaux des agronomes et écologues étudiant les systèmes agricoles de l'Amérique Latine et des Etats Unis. Ces travaux, qui se voulaient une alternative, visaient à pallier aux conséquences néfastes provoquées par la révolution verte notamment la dégradation des terres, la perte d'agro biodiversité, l'infestation des ravageurs, ...

L'agroécologie a trois dimensions essentielles : la dimension politique (mouvement social) ; le moyen de produire du savoir sur la discipline et les applications technologiques (pratiques) pour l'atteinte du but recherché (science) (Wezel et al. 2009). Elle est souvent décrite comme une association de cinq principes (Altieri, 1995) : le renouvellement de la biomasse et l'entretien de la fertilité des sols ; la minimisation des pertes en énergie solaire, en air et en eau ; la diversification génétique dans le temps et l'espace ; la valorisation des interactions biologiques ; la lutte contre les ennemis des cultures (maladies, ravageurs et adventices) (Groupe de Travail Désertification, 2013).

L'agroécologie compte plusieurs pratiques qui sont pour la plupart inspirées des savoirs locaux et traditionnels des paysans. Parmi les pratiques les plus répandues, nous pouvons citer entre autres : la rotation des cultures, l'association des cultures, l'agroforesterie, l'intégration agriculture-élevage, la gestion et la conservation des sols et de l'eau, la lutte biologique et mécanique, autres alternatives aux pesticides, semences paysannes, les cultures de couverture et de paillage, le biofertilisant liquide.

L'agroécologie est une alternative sûre face aux défis alimentaires, environnementaux, économiques, sociaux et démographiques dont un grand nombre sont causés par l'agriculture industrielle. Elle est une réponse face aux changements climatiques et à la préservation des ressources naturelles. « Elle est considérée de plus en plus comme étant la solution pour relever le défi de sécurité et de souveraineté alimentaire et nutritionnelle » (Ouedraogo/Rouamba, 2022).

2. L'agroécologie au Burkina Faso

« Introduite depuis des années avec succès dans le Nord du Burkina Faso, la question de la mise à l'échelle de l'agroécologie se pose de nos jours avec acuité au Burkina Faso eu égard des défis environnementaux et alimentaires auxquels le pays est confronté » (Ouedraogo/Rouamba, 2022). L'avènement de l'agroécologie au Burkina Faso remonte au début des années 1980 et plus précisément sous la révolution.

Le Président Thomas SANKARA dans sa volonté de supprimer la faim et assurer à son peuple l'autosuffisance alimentaire, avait fait appel à Pierre Rabhi, un écologue Français né en Algérie et faisant parti des pionniers de l'agroécologie. Pour Jean Ziegler, « SANKARA avait beaucoup d'estime pour Rabhi, il disait que c'était un prophète et un visionnaire ». C'est justement pour cette raison que le Président du Conseil National pour la Révolution (CNR) lui avait confié le projet de réformes agraires de son pays, lequel projet avait pour fondement l'agroécologie comme politique nationale (Burkina Faso : Sankara, Rabhi et l'agroécologie, Jeune Afrique du 15 Mai 2015, Benjamin Roger).

Même si de façon officielle, c'est Pierre Rabhi qui a introduit l'agroécologie au Burkina Faso, il n'en demeure pas moins que des pratiques agroécologiques étaient pratiquées bien avant l'arrivée de Rabhi par les paysans Burkinabè. À cet effet, nous pouvons citer entre autres l'utilisation du compost, du zaï, des cordons pierreux, et bien d'autres pratiques et techniques agroécologiques. Rabhi va donc développer le centre agroécologique de Gorom-Gorom qui a formé des milliers de paysans et techniciens de 1985 à 1988 (Gross, 2018 cité par KABORE, 2020).

L'agroécologie est depuis plusieurs années promue par plusieurs associations, ONG et Centres de recherche.

3. Problématique

Les systèmes de production actuels les plus répandus à travers le monde ont montré certaines limites au regard de la crise alimentaire qui sévit dans plusieurs régions du monde. « Notre système de production alimentaire actuel, mondialisé et industrialisé, n'est pas

parvenu à convaincre de sa durabilité au regard des trois aspects de la durabilité (économique, social ou environnemental)» (FAO, 2014) se référant à Gliessman, (2007, 2015). 690 Million de personnes sont sous-alimentés ; 1,5 Milliards de personnes souffrent de carence alimentaire ; 3 milliards de personnes sont trop pauvres pour accéder à une alimentation saine (Le baromètre 2020 des systèmes alimentaires, 2020).

Le Burkina Faso n'est pas en reste de cette situation de faim qui sévit à travers le monde. Le pays demeure confronté au défi d'assurer une sécurité alimentaire à sa population malgré le fait que plus de 80% de la population ont pour principale source de revenu l'agriculture. Les cultures pratiquées sont essentiellement les céréales pluviales (maïs, riz, sorgho) mais aussi les cultures de contre-saison. La production céréalière de la campagne agricole 2019-2020 est estimée à 4 939 630 tonnes, soit une baisse de 4, 65% par rapport à la campagne agricole passée. Le taux de couverture des besoins céréaliers par province fait ressortir 18 provinces déficitaires, 7 provinces en équilibre et 20 provinces excédentaires (MAAHA, 2020).

En effet, les enquêtes sur les conditions de vie des ménages font ressortir qu'une grande proportion de la population, notamment rurale, est pauvre et souffre d'insécurité alimentaire chronique. La pauvreté est inégalement répartie entre les régions selon les chiffres : l'indice de la pauvreté est de 5% dans la région du centre alors qu'elle atteint 70,9% dans la région du Nord. Les zones rurales constituent de ce fait la frange la plus vulnérable à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle même en cas de bonne campagne agricole. Pour augmenter les rendements, beaucoup de producteurs utilisent les intrants chimiques.

Les conséquences environnementales ont suscité la montée de certains mouvement sociaux dénonçant l'usage abusif et dangereux des produits chimiques et plaidant pour de nouvelles pratiques agricoles. Ce qui a conduit au recours à l'agroécologie (Ouedraogo/Rouamba, 2022). Face à ces chiffres peu reluisants pour un pays dont 80% de la population dépendent essentiellement de l'agriculture pluviale et celle de contre saison, l'on se pose une question : quelle est la contribution du maraîchage agroécologique dans le renforcement de la sécurité alimentaire des producteurs ?

Cette question centrale se subdivise en trois sous-questions : quelles sont les pratiques agroécologiques qu'appliquent les maraîchers des villages de Bagraogo et de Nédogo ? Quel est l'effet des pratiques agroécologiques sur la production maraîchère des producteurs ? Quelle est la contribution du revenu maraîcher dans l'achat des denrées alimentaires chez les maraîchers ?

4. Objectifs et hypothèses

4.1. Objectifs

Cette étude cherche à montrer la contribution du maraîchage agroécologique dans le renforcement de la sécurité alimentaire des ménages des villages de Bagraogo et Nédogo dans la commune de Tanghin Dassouri.

Les objectifs secondaires se déclinent comme suit : d'abord faire une caractérisation des pratiques agroécologiques des maraîchers, ensuite déterminer les avantages du maraîchage agroécologique sur le rendement maraîcher des producteurs, et enfin déterminer la part contributive de l'agroécologie chez les maraîchers dans l'acquisition des denrées alimentaires.

4.2. Hypothèses

Dans le cadre de la présente étude, l'hypothèse principale se décline comme suit : l'agroécologie contribue au renforcement de la sécurité alimentaire des producteurs ; les maraîchers de Bagraogo et de Nédogo pratiquent divers systèmes et pratiques agroécologiques ; les pratiques et systèmes agroécologiques améliorent la productivité et le rendement des maraîchers ; les recettes tirées du maraîchage agroécologiques constituent une part importante du revenu global des maraîchers et leur permettent d'approvisionner leurs ménages en vivres.

5. Définition des concepts clés

5.1. Agroécologie

Le terme « agroécologie » est polysémique et est donc défini différemment par plusieurs auteurs et institutions de recherche. L'un des pionniers de l'agroécologie est l'agronome américain d'origine russe appelé Basil Bentsin (1881-1973) qui pour la première fois va utiliser le mot pour décrire l'utilisation de méthodes écologiques appliquées à la recherche agronomique. Il définit l'agroécologie comme « écologie appliquée de l'agriculture » (Thierry Doré et Stéphane Bellon, 2019).

Gliessman va appuyer la définition de Bentsin en définissant l'agroécologie comme « l'application de l'écologie à l'étude, la conception et la gestion des agroécosystèmes durables ». Pour ces deux auteurs, l'agroécologie a pour but de produire des connaissances et des pratiques qui permettent de rendre l'agriculture plus durable.

La seconde approche des définitions est celle qui tend à dire que l'agroécologie est une innovation conçue pour les paysans démunis et inspirée de leurs savoirs locaux qui permet à ces derniers de préserver l'environnement en pratiquant une agriculture durable. C'est la définition que donne Miquel A. Altieri (1995) de l'agroécologie : « La science de la gestion des ressources naturelles au bénéfice des plus démunis confrontés à un environnement défavorable. ». Pour ce dernier l'agroécologie est une approche écosystémique du développement agricole qui s'inspire des techniques traditionnelles des paysans pour en tirer des connaissances scientifiques modernes.

L'agroécologie affirme aussi l'existence d'une coévolution sociale et écologique ; elle souligne le caractère inséparable des systèmes sociaux et écologiques. Cette approche permet de mettre en œuvre un développement agricole qui exige de maintenir ouvertes un nombre élevé d'options écologiques et culturelles pour l'avenir. Elle aurait moins de conséquences sociales et écologiques par rapport à une autre approche basée exclusivement sur le modèle agricole dominant (Groupe de Travail Désertification, 2013).

L'agroécologie est un système qui consiste à concevoir une agriculture qui permette à la fois de maintenir, voire d'augmenter la production agricole et les revenus des producteurs en tirant un meilleur parti des ressources des écosystèmes tout en les protégeant pour les générations futures (P. Dugué et al., 2012 b) cité par (Ouedrago/Rouamba, 2022)

L'agroécologie est donc une pratique culturelle inspirée des savoirs traditionnels locaux des agriculteurs. Elle favorise une production durable soucieuse de la protection des ressources naturelles et pourvoyeuse de système de sécurité alimentaire durable.

5.2. Sécurité alimentaire

Il existe plusieurs définitions de la notion de sécurité alimentaire. La plus communément admise est celle proposée par le FAO lors du sommet mondial de l'alimentation de 1996.

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active (FAO, 1996).

Ainsi la condition pour qu'on parle de sécurité alimentaire serait l'accès à une nourriture en quantité suffisante, de qualité et de leurs préférences. Cette définition de la FAO est similaire à celle donnée par le PAM qui définit la sécurité alimentaire comme : « *Une condition qui existe quand toutes les personnes, en tout temps, sont libres de la famine* » (PAM, 2009). Pour le comité permanent pour la nutrition des Nations-Unies (SCN) qui va dans la même veine que le FAO et le PAM.

...un ménage a atteint la sécurité alimentaire lorsqu'il a accès à la nourriture nécessaire à la vie en bonne santé de tous ses membres, adéquate en termes de qualité, quantité et sécurité sanitaire, culturellement acceptable et quand il n'existe pas de risque anormal de perdre cet accès » (ACC/SCN, 1991) cité par (BECQUEY, 2010).

Une décennie après, la définition de la FAO a connu une évolution. La dimension sociale qui est un aspect très capital à la réalisation de la sécurité alimentaire a été intégrée à la définition du Sommet Mondial sur l'Alimentation de Novembre 1996. Ainsi la nouvelle définition admise est la suivante :

La sécurité alimentaire existe lorsque tous les êtres humains ont, à tout moment, un accès physique, social et économique à une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins énergétiques et leurs préférences alimentaires pour mener une vie saine et active (FAO, 2009).

La notion de sécurité alimentaire au fil des ans va à nouveau connaître une évolution plus large que celle donnée plus haut. En 2012, le Comité pour la sécurité alimentaire avait fait une proposition quant à la prise en compte de la notion de « sécurité nutritionnelle » dans la définition de la sécurité alimentaire. Le concept de sécurité nutritionnelle vient compléter celui de la sécurité alimentaire. Il englobe d'autres objectifs précis comme la disponibilité de services de santé et la connaissance par la population des pratiques nécessaires à une bonne santé des membres du foyer, indispensables au plein développement de leur potentiel. La sécurité nutritionnelle est atteinte lorsque les principales carences en minéraux et vitamines (souvent associées et qui s'aggravent mutuellement) sont éliminées. (Maetz, 2011).

6. État des lieux de l'insécurité alimentaire au Burkina Faso

La situation alimentaire du Burkina Faso n'est pas reluisante au regard des statistiques désolantes et inquiétantes. On retient que 45,3% des ménages agricoles burkinabè n'ont pas pu couvrir leurs besoins céréaliers avec leur production de la campagne 2019-2020 contre 42,5% pour la campagne 2018/2019 et 45,3% pour la moyenne des cinq dernières années (MAAH, 2020, p. 7). La même source révèle que le taux de couverture des besoins céréaliers par province fait état de 18 provinces déficitaires, 7 provinces en équilibre et 20 provinces excédentaires (MAAH, 2020). Le disponible apparent qui mesure la quantité de céréales disponible a priori pour chaque burkinabè par an varie entre 210 kg (atteint en

2011) et 277 kg (atteint en 2013). Cet indicateur, qui évolue au-dessus de la norme de 190 kg/hbt sur la période, est en baisse prononcée de 21% en 2011 et de 13% en 2017.

L'analyse du bilan alimentaire définitif de l'année 2019 montre une disponibilité énergétique alimentaire par personne et par jour de 2 721 Kcal dont 2 400 Kcal ppj pour les produits végétaux, 321 Kcal ppj pour les produits animaux (dont 14 Kcal ppj pour les produits halieutiques, essentiellement le poisson). Le bilan alimentaire montre que les céréales occupent la première place pour la disponibilité énergétique alimentaire avec 56,6%, viennent ensuite les légumineuses avec 11,4% et les viandes avec 7,8%. Cette disponibilité énergétique alimentaire représente un taux de couverture de 109% par rapport à 2500 Kcal. Par rapport aux normes du CILSS (314 kg et 33 kg par personne et par an, respectivement pour les produits végétaux et animaux), on pourrait ainsi dire que les besoins sont couverts à 144,1% pour les produits végétaux et à 206,1% pour les produits animaux.

Plusieurs facteurs sont à la base de l'accroissement de l'insécurité alimentaire et rendent sa réalisation difficile. Primo, les aléas climatiques récurrents constituent une cause majeure de la baisse de production. C'est le cas de la campagne agricole 2011(MAAH, 220, p12). On constate, en 2017, une baisse des rendements de toutes les spéculations, affectées par les longues séquences sèches, l'arrêt précoce des pluies, les attaques de la chenille légionnaire et des oiseaux granivores occasionnant un déficit céréalier de 11% contre un objectif de 26% auparavant visé (MAAH, 2020). Cet état de fait ne permet pas de garantir une alimentation saine, de qualité et diversifiée. En 2019, l'on a dénombré un grand nombre de ménages en faible diversification comparativement à 2018 et à la tendance des cinq dernières années. Le Centre est la seule région qui affiche plus de 25% de ménages en situation de faible diversification alimentaire en 2019 suivi du Centre-Nord (14,7%) et de l'Est (14,0%) (MAAH).

De plus, la crise sécuritaire marquée par des attaques récurrentes et le déplacement d'un grand nombre de personnes dans le pays a mis à mal la production agricole. On dénombre à 2 062 534 personnes déplacées interne à la date du 31 Mars 2023 selon le Secrétariat permanent du Conseil national de secours d'urgence et de réhabilitation (SP/CONASUR), sans oublier la crise sanitaire

causée par la pandémie de covid-19 ayant causé le ralentissement de l'activité économique. Selon le FMI, le Burkina Faso à l'instar des autres pays du monde fait face à la récession. En 2020, la croissance du PIB serait de -2,8% et de 4,1% en 2021 (OCHA, 2021).

Par ailleurs, l'accès aux produits alimentaires est un casse-tête dans certaines zones du fait de la pauvreté et de la vulnérabilité d'un grand nombre de ménages burkinabè. Selon l'OCHA (2021), 40,1% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté. La Banque Mondiale classe le Burkina Faso 144e sur 157 pays dans le nouvel indice du capital humain (OCHA, 2021). Cette situation de pauvreté ne permet malheureusement pas à certains ménages de se procurer des aliments. Le prix du kilogramme des céréales traditionnelles a varié entre 127 FCFA et 276 FCFA sur la période 2010-2019. Les prix se sont renchérissés en 2018 avec la mauvaise campagne agricole de 2017.

7. Méthodologie

La méthodologie de recherche utilisée pour la présente étude est une recherche documentaire conduisant à une lecture orientée d'ouvrages portant sur le développement rural en général et la sécurité alimentaire et l'agroécologie de façon spécifique. Le but étant d'avoir une vue d'ensemble sur la littérature existante sur notre sujet de recherche pour pouvoir bien le cerner. Nous avons ensuite procédé à des enquêtes en soumettant des questionnaires aux maraîchers des villages de Bagraogo et de Nédogo pour collecter les informations nécessaires à la réalisation de notre étude.

7.1. Zone d'étude

La commune rurale de Tanghin-Dassouri fait partie de la région du Centre et de la province du Kadiogo. Elle est située à 25 km sur la route nationale N°1, reliant Ouagadougou à Bobo-Dioulasso. Elle couvre une superficie de 315,495 Km² et compte 59 villages. La commune rurale de Tanghin-Dassouri est limitée : à l'Est par la commune urbaine de Ouagadougou, précisément les arrondissements de Boulmiougou et de Sig-nonghin; à l'Ouest par les communes de Bingo et Kokologo ; au Sud par la commune rurale

de Komki-Ipala ; au Nord par les communes rurales de Pabré et de Sourgoubila ; au Sud-Est par la commune rurale de Komsilga.

7.2. Le Milieu physique

La commune rurale de Tanghin-Dassouri est située dans la zone soudano-sahélienne avec un climat tropical et une saison sèche d'où soufflent les vents d'harmattan secs et poussiéreux qui s'étendent de novembre à Avril et une saison pluvieuse qui va de Mai à octobre avec des vents de mousson chauds et humides.

Les hauteurs d'eau sont rarement supérieures à 1000mm par an et se caractérisent par leur irrégularité dans le temps et dans l'espace. Mais une grande partie de ces eaux de pluie n'est pas retenue, faute d'ouvrages des stockages. La répartition des pluies est mauvaise sur l'ensemble du territoire communal avec des poches de sécheresse et des précipitations irrégulières.

La commune est traversée par de nombreux cours d'eau temporaires. Mais toutes ces eaux coulent vers d'autres horizons et/ou s'infiltrent très rapidement obligeant la population à faire recours aux nappes d'eaux souterraines.

7.3. Dimensions socio-économiques et démographique

L'agriculture est la principale activité qui occupe un grand nombre de producteurs de la commune rurale de Tanghin-Dassouri. Elle subit la pression de l'extension de la capitale Ouagadougou. C'est une agriculture de subsistance basée sur la production de sorgho, maïs, mil, riz, haricot, arachide, patates douces, tarot. La commune dispose de vingt-quatre (24) plaines rizicoles et de quatre (4) retenues d'eau (boulis) et des forages alimentés de plaques solaires fonctionnelles pour le maraîchage.

En saison sèche, la culture maraîchère occupe un grand nombre de femmes et de jeunes. Les productions du maraîchage sont : les oignons, les laitues, la tomate, les choux, l'aubergine, le persil. Plus de 80% des producteurs de persil sont des femmes. Le maraîchage est une activité secondaire pour les jeunes. Dans tous les secteurs de production agricole et maraîchère les femmes sont majoritaires.

7.4. Population d'étude

La population de la commune de Tanghin-Dassouri est de 55.094 habitants selon le RGPH 2006 avec 56% de femmes et 44% d'hommes. La population de la présente recherche a concerné les maraîchers de la commune de Tanghin-Dassouri et plus particulièrement les maraîchers des villages de Nédogo et de Bagraogo. Les maraîchers de ces deux sites de production bénéficiant de l'accompagnement technique des agents du ministère de l'agriculture. Les maraîchers ayant des activités discontinues, ceux qui étaient accessibles et disponibles ont été interrogés en retenant trente (30) maraîchers.

Cela nous a amené à utiliser un échantillonnage typique ou par choix raisonné ou encore intentionnel ou le choix des échantillons est guidé par le jugement du chercheur par rapport à leur caractère typique ou atypique. Cette méthode permet également d'étudier des phénomènes rares ou inusités avec peu de représentativité de l'ensemble de la population. Ce choix se justifie par le caractère non continu des activités de ces maraîchers et d'autres méthodes ne pouvaient pas mieux convenir que celle que nous avons utilisée. Les agents d'agriculture de la commune de Tanghin-Dassouri ont été nos informateurs.

7.5. Outils de collecte de données

La collecte des données s'est déroulée au cours du mois de mai 2022 dans la commune rurale de Tanghin Dassouri précisément sur les sites de Bagraogo et de Nédogo. Les outils de collecte des données ont été le guide d'entretien individuel et le questionnaire.

7.6. Traitement et analyse des données

Les données collectées ont été saisies sur le logiciel Word, traitées et analysées par la suite à l'aide du logiciel Excel. L'approche utilisée en matière de plan de sondage, contrôle de saisie, méthodes de traitement et d'analyse de données a été déterminante pour la réussite de cette étude. Le contrôle en amont, a consisté à élaborer et numériser les outils de collecte avec plusieurs contrôles de saisie (sauts et renvois) surtout en tenant compte de nos objectifs.

Les données collectées ont été nettoyées lors du contrôle en aval avec des outils comme l'analyse uni variée et l'analyse bi-variée. Ces deux méthodes d'apurement ont permis de vérifier les données atypiques et aberrantes de premier ordre, de second ordre et de troisième ordre. Pour l'analyse, Il a été question de calculer les fréquences absolues (effectifs), les fréquences relatives (pourcentage), de faire ressortir des tableaux à plats, des tableaux croisés et des tableaux de moyenne et des paramètres descriptifs comme des moyennes, minimums, médianes, modes, sommes, etc.

8. Résultats

Sur l'échantillon d'étude, les maraîchers de sexe masculin sont les dominants avec 94,4%. Cette dominance est aussi observée dans chacun des sites de l'enquête. Dans le site de Bagraogo, tous les maraîchers interrogés sont des Hommes contre 88,9% au niveau du site de Nédogo. Les épouses aident leurs conjoints dans les travaux.

8.1. Âge des maraîchers

L'âge moyen des maraîchers interrogés est de 39 ± 11 ans avec un minimum de 26 ans et un maximum de 64 ans. Aussi, 50% des enquêtés ont plus 38 ans et l'âge le plus fréquent est de 27 ans. Le coefficient de variation de 29% traduit une faible dispersion des valeurs de l'âge (population des maraîchers homogène). Il y a une dominance des jeunes (26-35 ans) parmi les maraîchers rencontrés sur ces deux sites suivis de la tranche 36 à 60 ans avec respectivement des fréquences de 50% et de 38,9%. Ces mêmes tendances ont été observées sur le site de Bagraogo (55,6% contre 33,3%) tandis qu'au niveau de Nédogo, ces deux tranches ont chacune 44,4%. Cela pourrait s'expliquer par le fait que ce sont les jeunes qui sont les plus actifs pour mener à bien ces travaux. Sur l'échantillon, les mariés sont les plus dominants (88,9%) contre seulement 11,1% de maraîchers célibataires.

8.1.1. Niveau d'instruction

Les maraîchers non scolarisés représentent 44,4% contre 33,3% pour ceux du primaire et 16,7% pour ceux ayant été alphabétisés. Sur le site de Bagraogo, les maraîchers de niveau primaire sont

dominants avec 44,4% tandis qu'au niveau du site de Nédogo, ce sont les non scolarisés les plus dominants avec 55,6%. Tous les maraîchers interrogés sur les deux sites sont des mossis autochtones qui exploitent des sites situés dans des zones rurales.

Le maraîchage est bien l'activité principale dominante des maraîchers rencontrés avec une proportion de 88,9%, suivi du commerce et de l'artisanat. Les données de l'enquête révèlent que 55,6% des personnes rencontrées possèdent une activité secondaire. Parmi, ceux qui ont le maraîchage comme une activité primaire, 50% n'ont pas d'activité secondaire. Concernant les activités secondaires, l'élevage (40%), le maraîchage (20%), les autres activités agricoles (20%), la céréaliculture (10%) et les activités de monitrice d'alphabétisation (10%) ont été citées par les enquêtés. L'objectif principal des maraîchers dans la production est double : produire pour la vente et la consommation domestique. Seulement 5,6% d'entre eux produisent uniquement pour la vente.

8.1.2. Pratiques agroécologiques des maraîchers

Ce point aborde les superficies disponibles pour la production, les sources d'eau, les modes d'acquisition des parcelles, les distances et les typologies des pratiques agroécologiques dans la zone d'étude.

8.1.2.1. Superficie totale disponible pour l'activité de maraichage

La superficie moyenne disponible pour l'activité de maraîchage est 1611 m^2 avec un minimum de 250 m^2 contre un maximum de 5 000 m^2 . Aussi 50% des maraîchers disposent de moins de 1500 m^2 et la superficie la plus dominante (fréquente) est de 2500 m^2 . Il ressort que la dispersion entre les superficies est très forte car le coefficient de variation est de 80,5% supérieur à 50%.

Ces résultats montrent une répartition ou accès inégal des maraîchers aux terres pour la production. Les producteurs rencontrent des difficultés d'accès à une superficie suffisante pour mener leurs activités de maraichages (94,4%). Cette situation est plus critique sur le site de Nédogo où tous les enquêtés affirment que leur superficie est insuffisante contre 88,9% pour le site de Bagraogo.

8.1.2.2. Typologie des pratiques agroécologiques dans la zone d'étude

Comme dans plusieurs localités du Burkina Faso, on dénombre une large typologie de pratiques agroécologiques dans la commune de Tanghin Dassouri et singulièrement dans les villages de Nédogo et de Bagraogo. Les maraîchers des villages d'études utilisent en grande partie un certain nombre de techniques agroécologiques pour maximiser leurs rendements et aussi pour renforcer la fertilité des sols de production. Nos enquêtes ont fait ressortir quelques techniques agroécologiques appliquées par les maraîchers.

8.1.2.3. La rotation des cultures

La rotation des cultures est utilisée par tous les maraîchers, la rotation est la succession de céréales et de légumineuses sur le même terrain. Elle améliore les propriétés physicochimiques et biologiques du sol, diminue l'investissement lié à la fertilisation en engrais azoté ; diminue la pression des bio agresseurs, augmente les rendements et superficies cultivées.

La rotation des cultures est utilisée pour la production de plusieurs cultures par les maraîchers notamment dans la culture de la tomate, le concombre, la laitue et bien d'autres cultures. Tous les maraîchers enquêtés nous ont fait savoir qu'ils pratiquaient la rotation culturale au regard de ces multiples avantages ci-dessus mentionnés.

Les ordres de rotation des cultures s'organisent comme suit : tomate, concombre et laitue ; tomate, concombre, laitue et feuilles d'oignons ; tomate, laitue et feuilles d'oignons ; tomate, salade et concombre ; laitue, tomate et concombre ; salade, barambouri (Hamarais), concombre et tomate ; laitue, tomate et concombre.

8.1.2.4. Le paillage

Le paillage est une technique réalisée à l'aide de paillis (organiques, minéraux, textiles et plastiques). Les impacts positifs sont la réduction des mauvaises herbes, la protection des plantes, la réduction des arrosages et la constitution d'engrais naturel. C'est une technique très utilisée par les maraîchers des deux sites d'étude dans la production pour ces multiples avantages ci-dessus mentionnés.

C'est une technique ancienne qui est utilisée par les maraîchers que nous avons interrogés lors de notre enquête de terrain. Pour les maraîchers, une des difficultés majeures rencontrée dans leurs activités de production demeure le problème de la maîtrise de l'eau. Or le paillage est un moyen très efficace en ce sens qu'il permet aux maraîchers de gérer l'eau et de maintenir le sol permanemment humide.

8.1.2.5. L'utilisation du compost

Le compostage consiste à fermenter des matières organiques d'origine végétale et animale pendant une certaine période. Le compostage permet d'améliorer les propriétés physicochimiques et biologiques du sol, d'humidifier les sols en apportant la matière organique; d'améliorer la fertilité des sols en permettant un meilleur enracinement et une bonne absorption des éléments nutritifs ; d'augmenter les rendements et superficies cultivées. Un nombre important des maraîchers disent utiliser le compost en complément à l'engrais chimiques qu'il juge plus pratique. Pour bon nombre de maraîchers, le compostage est un travail pénible, et il demande un travail sur une longue durée.

8.1.2.6. L'association des cultures

L'association culturale est très peu pratiquée par les maraîchers interrogés dans la zone d'étude. Sur les maraîchers interrogés, seulement 5,6% maraîchers disent pratiquer l'association des cultures. Ils disent utiliser l'association des cultures en saison pluvieuse pour la production céréalière. Quant à la production maraîchère, elle n'est pas utilisée pour la simple raison que ce n'est pas trop nécessaire car n'ayant pas un impact sur les plantes.

8.1.2.7. Le traitement phytosanitaire des plantes

Plus de 90 % des producteurs interrogés disent utiliser les pesticides biologiques à base de piment et potasse pour protéger leurs récoltes contre les maladies des plantes et contre les ravageurs. Les maraîchers avouent associer l'utilisation de produits chimiques aux pesticides biologiques mais d'une quantité très peu 20% environ.

Les raisons que ces derniers avancent sont entre autres, le coût élevé des traitements biologiques, le travail pénible que cela requiert et les difficultés à produire sur des grandes surfaces avec les traitements naturels. Les maraîchers pensent également que le traitement phytosanitaire des plantes exige un nombre important de main d'œuvre.

9. Discussion

Les résultats de l'étude révèlent une dominance des jeunes (26-35 ans) parmi les maraîchers rencontrés sur ces deux sites suivis de la tranche d'âge 36 à 60 ans avec respectivement des fréquences de 50% et de 38,9%. Ces mêmes tendances ont été observées sur le site de Bagraogo (55,6% contre 33,3%) tandis qu'au niveau de Nédogo, ces deux tranches ont chacune 44,4%. L'âge moyen des maraîchers interrogés est de 39 ± 11 ans avec un minimum de 26 ans et un maximum de 64 ans. Aussi 50% des enquêtés ont plus 38 ans et l'âge le plus fréquent est de 27 ans.

Sur l'échantillon d'étude, les maraîchers de sexe masculin sont les dominants avec 94,4%. Cette dominance est aussi observée dans chacun des sites de l'enquête. Dans le site de Bagraogo, tous les maraîchers interrogés sont des Hommes contre 88,9% au niveau du site de Nédogo. Sur l'échantillon, les mariés sont les plus dominants (88,9%) contre seulement 11,1% de maraîchers célibataires. Cette même tendance est observée dans chacun des deux sites d'étude avec la même fréquence de 88,9% dans chaque site.

Ces résultats semblent proches de ceux de (Kaboré, 2020) :

Les résultats obtenus dépeignent une population maraîchère jeune (moyenne de $48,03 \pm 9,46$ ans pour les maraîchers agroécologiques et $44,53 \pm 11,38$ ans pour les maraîchers conventionnels), avec une proportion élevée d'homme (60%) et un taux élevé d'analphabétisme (77,2%).

Ce sont les mêmes conclusions que fait Thiombiano (2008) « Le maraîchage emploie une population relativement jeune. L'âge moyen est de 34,46 ans avec une forte proportion des moins de 34 ans (Bahibo, 2003). La population maraîchère est largement dominée par les hommes. Au niveau national, les hommes représentent 79% des

producteurs contre 21% pour les femmes (Bahibo, 2003). Cette sous-représentation des femmes est plus prononcée en maraîchage urbain et périurbain avec uniquement 7,5% de femmes (Tougma, 2007).

Un grand nombre de maraîchers sont chefs de ménage (Tougma, 2007). L'activité maraîchère est de ce fait d'un grand intérêt dans la formation du revenu des ménages. Sur le plan éducationnel, la situation sur les sites reflète celle du pays. Bahibo (2003) relève que 75% des maraîchers sont analphabètes ». Les principales pratiques agroécologiques utilisées par les maraîchers sont la céréaliculture, la rotation des cultures, l'association des cultures, le paillage, le compost, le traitement phytosanitaire. NITIDAE (2019) a eu les mêmes conclusions.

Plus qu'une prise de conscience de la nécessité de sauvegarder l'environnement et de mettre à la disposition des populations des produits sains, c'est (i) la superficie emblavée qui dépend la capacité du producteur à gérer des ennemis de cultures et la fertilité des sols, et (ii) l'objectif de production (autoconsommation vs. Objectif commercial) qui déterminent le choix d'un système de production donné.

9.1. Agroécologie et productivité maraîchère

Il ressort que les pratiques agroécologiques au regard de ses multiples avantages favorisent la productivité. La rotation des cultures améliore les propriétés physicochimiques et biologiques du sol, diminue l'investissement lié à la fertilisation en engrais azoté ; diminue la pression des bio agresseurs, augmente les rendements et superficies cultivées. Le paillage : Il y a plusieurs aspects positifs notamment la réduction de mauvaises herbes, la protection des plantes, la réduction des arrosages, la constitution d'engrais naturel, etc. L'utilisation du compost : le compost en complément à l'engrais chimiques qu'il juge plus pratique. Le traitement phytosanitaire des plantes : les insecticides sont utilisés pour protéger leurs récoltes contre les maladies des plantes ainsi que les ravageurs. Kaboré (2012) avait obtenu les mêmes résultats dans son travail.

« Les résultats ont montré que les maraîchers agroécologiques obtiennent un meilleur rendement que les maraîchers conventionnels, même si cette différence n'est pas significative. Des travaux scientifiques antérieurs corroborent nos résultats (Mirsky *et*

al., 2012 ; Pretty *et al.*, 2006 ; Levard et Mathieu, 2018). Ces auteurs attribuent cette hausse de rendement à l'amélioration de la fertilité du sol et de sa capacité de rétention d'eau. Également, les coûts de production sont amoindris pour les maraîchers agroécologiques ».

9.2. Production maraîchère et amélioration des conditions de vie des ménages

Le niveau d'épargne des maraîchers est satisfaisant (83,3%) pour l'ensemble, 88,9% pour le site de Nédogo et 77,8% pour le site de Bagraogo. L'épargne moyenne annuelle est estimée à 354 167 FCFA pour l'ensemble de l'échantillon, 391 667 pour les producteurs de Bagraogo et 316 667 FCFA pour le site de Nédogo. Ces chiffres sont largement inférieurs aux résultats trouvés par Tapsoba (2016) qui l'évalue dans son étude à 1.143.820 (Bobo), 887.141 (Ouaga), et 1.906.540 (Ouahigouya). Cette disparité s'explique par le fait que les producteurs de la commune de Thanghin Dassouri font face à des difficultés d'eaux car les puits se tarissent très vite. Aussi faut-il ajouter le problème de terrain de production auxquels les producteurs sont constamment confrontés.

Les revenus issus du maraîchage sont utilisés principalement pour les achats de céréales (18,8%), les événements sociaux (17,7%), la santé (17,7%), l'éducation (16,5%), le financement des activités agricoles (15,3%), le remboursement des dettes (10,6%). Cela corrobore les résultats de Thombiano (2008) qui avait trouvé que les revenus tirés du maraîchage favorisaient une amélioration de la situation alimentaire et du niveau de vie des ménages ; quant à Tapsoba (2016), « estime que l'analyse de l'utilisation faite du revenu maraîcher nous révèle d'autres usages tels que la scolarisation des enfants, l'accès aux soins médicaux, les remboursements de crédit ».

Conclusion

On retient, en conclusion que la présente étude a fait ressortir les caractéristiques des pratiques agroécologiques dans la province de Thanghin Dassouri et particulièrement dans les villages de Nédogo et Bagraogo. Aussi, l'étude a consisté à montrer la contribution du revenu maraîcher dans le renforcement de la sécurité alimentaire des

marâchers à travers l'achat de vivres ; l'étude avait pour but, enfin de montrer la contribution de l'agroécologie à l'atteinte de la sécurité alimentaire des ménages producteurs des villages de Nédogo et de Bagraogo.

À la fin des analyses, il ressort que les marâchers utilisent en grande partie un certain nombre de techniques agroécologiques comme la céréaliculture (94,4%), le traitement phytosanitaire (90%), la rotation des cultures, le paillage et le compost des plantes pour maximiser leurs rendements et aussi pour renforcer la fertilité des sols de production. Les spéculations les plus produites sur les deux sites sont la tomate (41,7%), la salade (33,3%) et le concombre (25%).

L'objectif principal des marâchers dans la production est mixte notamment pour la consommation et la vente : seulement 5,6% d'entre eux produisent uniquement pour la vente. Au niveau du site de Bagraogo, tous les marâchers produisent pour cet objectif mixte tandis qu'au niveau du site de Nédogo 11,1% produisent uniquement pour la vente. Le niveau d'épargne des marâchers est satisfaisant (83,3%) pour l'ensemble, 88,9% pour le site de Nédogo et 77,8% pour le site de Bagraogo et l'épargne moyenne annuelle par exploitant est estimée à 354 167 FCFA pour l'ensemble de l'échantillon, 391 667 pour les producteurs de Bagraogo et 316 667 FCFA pour le site de Nédogo. Les revenus issus du marâchage sont utilisés principalement pour les achats de céréales (18,8%), les événements sociaux (17,7%), la santé (17,7%), l'éducation (16,5%), le financement des activités agricoles (15,3%), le remboursement des dettes diverses (10,6%).

L'ensemble des hypothèses de notre étude sont confirmées après l'analyse des résultats. D'une part, les marâchers pratiquent diverses pratiques agroécologiques telles que la rotation des cultures, l'association des cultures, le paillage et le compost ce qui est une confirmation de notre première hypothèse. D'autre part, l'analyse des résultats montre que les pratiques agroécologiques améliorent la productivité et le rendement des marâchers en ce sens qu'elles améliorent les propriétés physicochimiques et biologiques du sol, diminue la pression des bio-agresseurs, la réduction des mauvaises herbes, etc. confirmant donc la seconde hypothèse. La troisième hypothèse s'annonce évidente car les revenus tirés du marâchage

sont utilisés pour les besoins alimentaires, les soins sanitaires, la scolarité des enfants et les autres besoins sociaux. Ci-dessous quelques propositions de recommandations que nous faisons dans le but de la promotion de l'agroécologie au Burkina Faso et plus particulièrement dans la commune rurale de Tanghin Dassouri.

Références bibliographiques

BECQUEY, Elodie, 2010. *Sécurité alimentaire des ménages urbains au Burkina Faso : caractéristiques et mesure*, Thèse de doctorat, université de Paris 6 Pierre et Marie Curie, p99.

FAO, 2014, « L'agroécologie pour la sécurité alimentaire et la nutrition », Septembre 2014, Rome, Italie

FAO, 2018, "Catalysing dialogue and cooperation to scale up agroecology: outcomes of the FAO regional seminars on agroecology".

FAO, FIDA, PAM, OMS, 2022, "The State of Food Security and Nutrition in the World 2022", Rome, 231 Pages

KABORE Nourat, 2020, « Rôle des pratiques et systèmes agroécologiques dans le renforcement de la résilience à l'insécurité alimentaire des ménages : cas des zones maraichères dans les provinces du Kadiogo et de l'Ouhimbira », Mémoire de master, Centre Régional AGRHYMET, 63 pages.

MAAHA, 2020, « Résultat définitif de la campagne agropastorale 2019-2020 ».

MAAHA, 2020, « Résultats définitifs de la campagne agropastorale 2019/2020 et perspective alimentaires et nutritionnelles », Rapport final.

MAAHA, 2020, « Tableau de bord statistique de l'agriculture 2018 ».

MAAHA, 2020, « Tableau de bord statistique de l'agriculture » 2019.

MAETZ Mateme, 2012, « La vérité sur les crises alimentaires : la responsabilité accablante de politiques économiques désastreuses », in *lafaimexplique*, [http : //www.lafaimexplique.org](http://www.lafaimexplique.org), consulté le 20/08/2021

MAETZ Mateme, 2013, « Sept principes pour en finir durablement avec la faim », in *lafaimexplique*, [http : //www.lafaimexplique.org](http://www.lafaimexplique.org), consulté le 20/08/2021.

MAETZ Mateme, 2015, « Les politiques agricoles et alimentaires en place sont-elles favorables à des systèmes alimentaires locaux durables ? » in *lafaimexplique*, [http : //www.lafaimexplique.org](http://www.lafaimexplique.org), consulté le 20/08/2021.

MAETZ Mateme, 2016, « Le climat change, l'alimentation et l'agriculture aussi : Vers une « nouvelle révolution agricole et alimentaire » in *lafaimexplique*, [http : //www.lafaimexplique.org](http://www.lafaimexplique.org), consulté le 20/08/2021.

MAETZ Mateme, 2018. Le krach alimentaire planétaire : mythe ou réalité ? in *lafaimexplique*, [http : //www.lafaimexplique.org](http://www.lafaimexplique.org), consulté le 20/08/2021.

MAETZ Mateme, 2018, « Politiques pour une transition vers des systèmes alimentaires plus durables et plus respectueux du climat », in *lafaimexplique*, [http : //www.lafaimexplique.org](http://www.lafaimexplique.org), consulté le 20/08/2021.

MAGNINI, Seindira, FAYAMA, Tionyéélé, et OUEDRAOGO ROUAMBA, Valerie, 2022, « L'agroécologie sous le prisme de la recherche scientifique pluridisciplinaire », éditions L'Harmattan, Paris.

THIOMBIANO B. Alexandre, 2008, « Analyse des cultures de saison sèche à la lutte contre la pauvreté au Burkina Faso », Mémoire de master, IDR, Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso.

Table des matières

Partir de l'Ubuntu pour penser l'éducation à la paix en situation d'urgence avec Joseph KI-ZERBO ... OUATTARA Mahama.....	25
La main d'œuvre tchadienne dans la construction du chemin de fer Congo-océan de 1925 à 1934 ... ABAKAR KASSAMBARA Abdoulaye, MEY MAHAMAT Mahamat, OUSMAN ABAKAR Goni	45
Lire la traduction ou la différence : du paratexte au contenu de Born on a Tuesday et Né un mardi ... AKPAOU Tchasse.....	69
Statut socioéconomique, autonomie reproductive et fécondité des adolescentes déplacées internes au Burkina Faso ... ONADJA Yentéma.....	91
La médiathèque municipale de Ouagadougou, une opportunité de lecture pour la jeunesse ... BAKIONO André Ibourpin Négawalzoum	117
Peuplement gurunsi au Moogo précolonial (XV ^e - fin XIX ^e siècles) : causes, itinéraires, établissement et intégration ... OUÉDRAOGO Wendlarima Hyacinthe, KONSEIBO Windpouiré Isidore	133
L'Afrique face aux altérités des années de crises : analyse de quelques continuités et discontinuités démographiques du XVI ^e au XXI ^e siècle ... KEITA Fodé Bangaly	159
Quête de stratégies de résilience des femmes lobi, Birifor et Dagara face au nouveau mode de l'orpaillage au sud-ouest du Burkina Faso ... DAH Nonna Anne, SOW Jacqueline, SANON Vincent-Paul, TOE Patrice.....	177
L'agriculture urbaine : un levier multifonctionnel pour le développement des quartiers de la ville de Conakry ... TRAORÉ Maningbè Kaba, DIALLO Sara Baïlo, DIALLO Alpha Issaga Pallé	201
La discussion comme mode d'apprentissage du philosophe ... KABORÉ Calixte	225

Le sens du bonheur comme co-construction d'un dynamisme socio-politique en Afrique ... KONÉ Ibrahim	245
Burkina Faso: Les Wayignan et les Koglweogo comme stratégies face au terrorisme ... IDO Kouaman.....	261
Formes et manifestations d'engagement du sujet dans Le Sens d'un combat de Norbert Zongo ... TOLOGO Guillaume Ballebê.....	277
Le développement des sms vers une mondialisation de la langue française. Exemples des sms ivoiriens et français ... KEI Joachim, KOUASSI Roland Kouakou.....	295
Critique de la communication-vérité de Habermas à la lumière de R. Rorty ... AKOUTOU Sefounema, AKODJETIN Euloge Franck	307
Solidarité autonomisation et engagement associatif : une analyse à partir du cas des personnes en situation de handicap ... N'DA Roseline Gbocho	323
Traumatisme psychique infantile et relation de couple ... ADANSIKOU Kouami, ADZODA Eli-kplim Adzo	337
La laïcité dans le contexte du terrorisme religieux en Afrique ... OUÉDRAOGO Tégawendé Lazard.....	357
Les modalités du faire, /devoir/et/pouvoir/dans Yassoi refusa l'orange mûre de Nianga de Charles NOKAN ... ASSOH Dingny Yannick.....	383
Les pouvoirs publics à la face la prolifération de l'habitat spontané au Burkina Faso (1991-2022) ... YAMBRESSINGA Guilga François de Paule	403
Communication digitale et développement local : comment rendre la participation plus inclusive à l'ère du numérique ? ... MISSEHOUNGBE Pierre-Paul.....	431
Nietzsche ou la fin de la tyrannie des absolus ... SARÉ Sényi	449

Représentations linguistiques des locuteurs du tassawaq résidant à Niamey : entre risque de glottophagie et résilience linguistique ... SEYDOU HANAFIOU Hamidou, MALLAM GARBA Maman	467
Place de l'agroécologie dans la sécurité alimentaire au Burkina Faso: contribution des maraîchers de la commune rurale de Tanghin Dassouri ... GNOUMOU Gaston, HIEN Yorsaon Christophe, FAYAMA Tionyele	503
Investiture coutumière au Núngu : la traditionnalité dans les soubresauts d'une société modern ... LOUARI Yendifimba Dieudonné.....	529
Crise de la COVID-19 et crise de la communication institutionnelle au Burkina Faso ... PARÉ Cyriaque.....	549
Santé sexuelle et reproductive des jeunes hommes au Burkina Faso : caractéristiques et facteurs sociodémographiques associés ... SAWADOGO Nathalie.....	575
Voyages dans l'irréel : Regard croisé des espaces métaphysiques comme objets de narration dans Au Gré du destin de Ansomwin Ignace HIEN et Le Carnaval de la mort de Fidèle ROUAMBA ... BADIÉL Roland.....	603
Performance en mathématiques et perception de compétence des élèves en classe de 4 ^{ème} au Burkina Faso: étude de deux cas illustratifs dans la ville de Koudougou ... SAWADOGO Mahamady Lèga, YOUGBARE Sébastien, BADOLO Leopold Bawala.....	619
Impact des troubles du langage sur le bien-être psychologique et l'intégration sociale des adolescents: Analyse des facteurs de vulnérabilité ... RAMDE Koudraogo Aimé, YOUGBARE Sébastien.....	639
Quand la femme est discourtoise ... OUATTARA Maténé.....	675